



Syndicat UNSA Territoriaux Ville de Marseille

Déclaration sur dossier CST du 17 Juin 2026

DOSSIER en com - BILAN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 2025

L'UNSA tient tout d'abord à souligner l'effort poursuivi dans la présentation de ce bilan. Comme nous l'avions demandé les années précédentes, les données sont davantage détaillées, les dispositifs sont mieux identifiés et les taux de participation sont désormais présentés de manière plus systématique. Cela permet d'avoir une vision plus précise de l'activité de formation au sein de notre collectivité.

Toutefois, comme les années précédentes, nous constatons que ce bilan reste essentiellement descriptif. Les chiffres sont présentés mais peu analysés et aucun objectif chiffré ne semble être fixé pour mesurer l'atteinte des ambitions affichées dans les différents campus de formation.

À la lecture du rapport, nous constatons par ailleurs que les taux de participation mis en avant sont calculés sur la base des agents inscrits aux formations. Ainsi, le Campus Transition écologique affiche un taux de participation de 79 %, mais cela représente seulement 49 agents formés sur les actions principales en 2025. Dès lors, alors même que l'objectif affiché est de faire du climat « l'affaire de tous », nous nous interrogeons sur la part réelle des effectifs municipaux effectivement sensibilisés à ces enjeux.

Nous observons également que certaines formations continuent d'enregistrer des taux d'absence importants. À titre d'exemple, la formation « Accueillir tous les publics : l'interculturalité » compte 30 inscrits pour seulement 14 présents, soit plus de 50 % d'absentéisme. De même, la formation « Mesurer les risques du projet » enregistre 40 inscrits pour 23 présents, tandis que la formation « Découvrir la facilitation » compte 80 inscrits pour 47 présents. Ces chiffres nous interrogent et nous souhaiterions connaître les causes identifiées de cet absentéisme ainsi que les actions mises en œuvre pour y remédier.

Par ailleurs, nous notons la montée en puissance des dispositifs de repositionnement et de transition professionnelle.

Le rapport fait état de 790 inscriptions aux formations de repositionnement, de 766 inscriptions aux modules numériques associés ainsi que du lancement d'un nouveau parcours de transition professionnelle destiné à 30 agents.

Cet investissement est significatif et traduit l'importance de l'enjeu du maintien dans l'emploi. Toutefois, si les moyens mobilisés sont largement détaillés, nous ne trouvons que peu d'éléments relatifs aux résultats obtenus.

Combien d'agents ayant bénéficié de ces parcours ont effectivement retrouvé un emploi durable ou réussi leur reconversion professionnelle ?

Enfin, nous sommes particulièrement interrogatifs sur le très faible recours aux dispositifs individuels de formation.

Le rapport fait état de seulement 8 bilans de compétences, 9 demandes de CPF, 2 accompagnements à la VAE et 1 seul congé de formation professionnelle. Rapportés à la taille de notre collectivité, ces chiffres nous paraissent particulièrement faibles.

Nous souhaiterions connaître si cette situation résulte d'un manque d'information des agents, de difficultés d'accès à ces dispositifs ou d'autres facteurs identifiés par l'administration.

En conclusion, l'UNSa salue les efforts engagés en matière de formation professionnelle mais considère que l'enjeu réside désormais moins dans la présentation du volume d'activité que dans l'évaluation de l'impact réel de ces dispositifs sur le développement des compétences, l'évolution professionnelle des agents et l'amélioration du service public.

Merci de vos réponses.